



improve

Conseil
en immobilier
d'entreprise

01 81 72 00 00
improve.fr

MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

LYON

INVESTISSEMENT - BUREAUX - ACTIVITES

T3 2026

01

L'essentiel du marché

57 %

PART DU BUREAU

197 M€

INVESTISSEMENT METROPOLE LYON

Seulement 32 transactions ont été actées depuis le début de l'année, soit 10 de moins que l'an passé. Ces signatures totalisent 197 millions d'euros, un volume en recul annuel de 59 % et 62 % sous la moyenne quinquennale (à période comparable).

Les bureaux conservent leur statut de première cible des investisseurs : ils trustent 57 % des montants engagés, soit plus de 112 millions d'euros. En comparaison avec la même période l'an passé, ce volume se contracte de 8 % mais se situe surtout 59 % sous la moyenne quinquennale.

104 290 m²

DEMANDE PLACEE BUREAUX

Environ 39 700 m² de bureaux ont été commercialisés dans la métropole lyonnaise pendant l'été, faisant du troisième trimestre le plus actif de 2026. Depuis le début de l'année, la demande placée n'atteint que 104 300 m², un volume en repli annuel de 26 % mais surtout 41 % en deçà de la moyenne quinquennale (à période comparable).

77 %

PART DU SECTEUR LYON INTRAMUROS

Sans surprise, Lyon Intramuros demeure le cœur de l'activité transactionnelle : ce périmètre concentre 77 % des commercialisations, soit près de 80 000 m² (-15 % sur un an). À elle seule, la Part-Dieu agrège 29 % de la demande placée (30 100 m² commercialisés, + 66 %).

234 000 m²

DEMANDE PLACEE LOCAUX D'ACTIVITES

Le marché lyonnais des locaux d'activités conserve son fort dynamisme : près de 86 000 m² ont été commercialisés au cours des trois derniers mois. Depuis le 1^{er} janvier, la demande placée cumule environ 234 000 m², un volume en forte progression annuelle de l'ordre de 21 %, et en phase avec la moyenne quinquennale (à période comparable).

8

TRANSACTIONS > 5 000 M²

En locaux d'activités, 8 transactions supérieures à 5 000 m² sont recensées, soit une demande placée de près de 55 000 m², un résultat quasi deux fois supérieur à celui de la même période l'an passé.

02

L'actualité économique

Tensions obligataires

Après avoir connu une phase d'accalmie en août, le conflit entre les États-Unis et l'Iran a repris à partir du 30 août avec de multiples échanges de tirs entre les deux belligérants. Pour faire face à cette nouvelle escalade du conflit et tenter de sécuriser le détroit d'Ormuz, les Américains ont déployé un troisième porte-avions dans la région.

Ainsi, la perspective d'un accord politique d'ici les *Midterms* apparaît hautement improbable, et ce, malgré la volonté affichée par le président américain de temporiser d'ici les élections. Cette reprise des tirs s'est accompagnée de nouvelles tensions au Proche et Moyen-Orient à l'image des attaques Houthis contre des infrastructures saoudiennes et des nouvelles frappes israéliennes contre le Hezbollah dans le sud du Liban.

Dans ces conditions, les marchés font état d'une certaine nervosité : après avoir reflué sous les

80 dollars début août, le baril de Brent a repassé la barre des 100 dollars en septembre. Ce rebond du prix du pétrole a entraîné avec lui les indices boursiers : début septembre, l'EuroStoxx a enregistré sa plus forte baisse depuis juillet. De manière générale, le spectre d'une nouvelle phase inflationniste majeure et l'évolution des taux directeurs restent au centre des préoccupations des places monétaires et financières mondiales.

Début octobre, les obligations souveraines américaines à 10 ans ont franchi la barre des 5,3 %, un niveau

record depuis 2002. Cette configuration pourrait conduire la Réserve fédérale à durcir une seconde fois sa politique monétaire après sa première hausse de septembre. Également confrontée à une accélération de l'inflation, majoritairement imputée à la hausse des prix de l'énergie, (estimée à + 3,7 % en zone euro sur 12 mois en septembre), la Banque centrale européenne a procédé à un second ajustement de ses taux directeurs : à la mi-septembre, le taux de dépôt a ainsi été fixé à 2,50 % (+ 25 points de base par rapport à juin). Si les déclarations de la présidente de la BCE devant le Parlement européen fin septembre semblent écarter la probabilité d'une nouvelle hausse des taux directeurs en octobre, les marchés anticipent un nouveau tour de vis d'ici la fin d'année.

Toujours confrontée aux enjeux de maîtrise de la dette publique et des déficits budgétaires, la situation de la France apparaît plus que préoccupante, en particulier à l'heure des négociations pour le budget de l'année 2027. En effet, en dépit d'une inflation inférieure à la moyenne de la zone euro (+ 3,0 % en septembre), les obligations assimilables du Trésor (OAT) à 10 ans ont franchi, pour la première fois depuis 2002, la barre des 4,9 % le 1^{er} octobre, frôlant même le seuil des 5 % pendant la séance. Le *spread* avec l'indice de référence du Bund allemand s'est aussi creusé fin septembre jusqu'à atteindre 146,9 points de base le 2 octobre. Cette dégradation de l'environnement obligataire a conduit la Banque de France à relever ses taux d'usure. À partir du 1^{er} octobre, le taux maximum pour les prêts à taux fixe d'une durée comprise entre 10 et 20 ans est fixé à 4,68 %, en hausse trimestrielle de 11 points de base.

Cet environnement dégradé a également poussé l'institution monétaire à réviser à la baisse ses projections macroéconomiques. La Banque de France prévoit désormais une croissance du produit intérieur brut pour l'année 2026 de seulement + 0,4 %, en retrait de 10 points de base par rapport à ses estimations de juin. Les prévisions pour les années ultérieures sont pour le moment maintenues avec un rebond estimé à + 0,9 % en 2027 puis + 1,2 % en 2028. En outre, il convient de souligner que cette prévision se situe en deçà des projections de la BCE pour la zone euro : dans son scénario de référence, l'institution européenne table sur une croissance du PIB de 0,9 % en 2026 puis + 1,4 % en 2027 et + 1,5 % en 2028. Le marché du travail est également impacté : au deuxième trimestre 2026, le taux de chômage atteint 8,3 % de la population active, soit une hausse annuelle de 70 points de base. Selon les données publiées par la Banque de France, les défaillances d'entreprises se maintiennent à un niveau historique : après leur niveau record de juin, le cumul du nombre de défaillances sur 12 mois est resté supérieur à 70 000 en juillet et en août.

Malgré la réitération de quelques grandes opérations d'investissement au cours des derniers mois, le marché français de l'immobilier d'entreprise reste bridé par cette conjoncture géopolitique et économique toujours incertaine. Par conséquent, une escalade du conflit au Moyen-Orient et une aggravation de la tendance inflationniste pourraient porter un nouveau ralentissement à l'activité transactionnelle.

Chiffres-clés
sources BANQUE DE FRANCE, INSEE

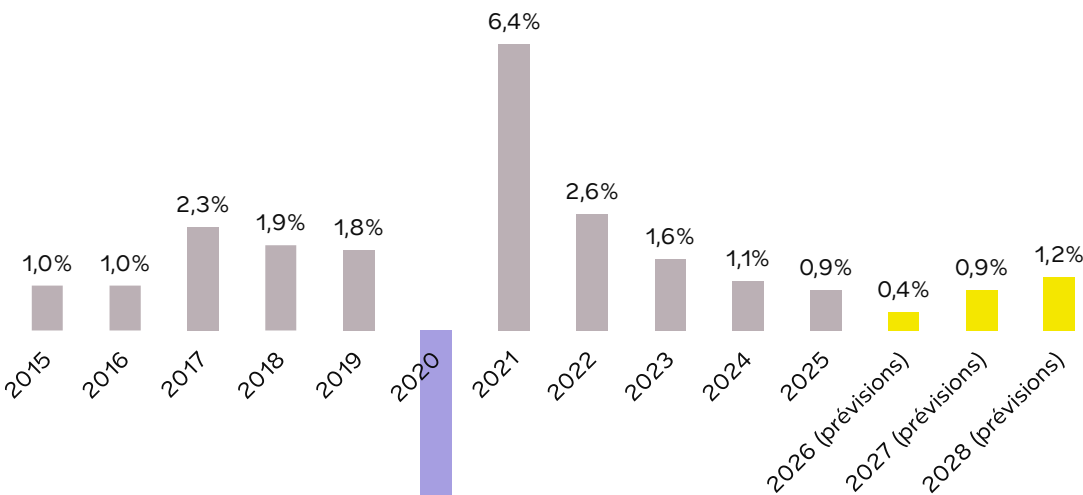
8,3 %
▲ Taux de chômage
au T2 2026

4,68 %
▲ Taux d'usure pour le T4 2026
Prêts à taux fixe d'une durée comprise
entre 10 ans et moins de 20 ans

86
▼ Confiance des ménages
Septembre 2026

96,4
◀ Climat des affaires
Septembre 2026

Sources
BANQUE CENTRALE EUROPEENNE,
BANQUE DE FRANCE, EUROSTAT,
INSEE, LES ECHOS, IMPROVE



Évolution du PIB en France

Sources
BANQUE DE FRANCE, INSEE

03

▲ **10,28 milliards €**
Investissement en France
(tous types d'actif)

+16 %
Évolution annuelle



L'investissement en France

Un marché maintenu par quelques très grandes signatures

Au troisième trimestre 2026, près de 3,4 milliards d'euros ont été engagés en immobilier d'entreprise (bureaux, locaux commerciaux, entrepôts logistiques et locaux industriels) en France, un volume 21 % supérieur à l'investissement du troisième trimestre 2025.

Depuis le début de l'année, les montants investis atteignent près de 10,3 milliards d'euros, un résultat en progression annuelle de 16 % (à période comparable). Rapportés à la moyenne quinquennale, les engagements se replient toutefois de 16 %.

Dans la continuité du premier semestre, le marché reste fortement tributaire de quelques très grandes transactions. Ainsi, 6 opérations de plus de 100 millions d'euros ont été actées au cours des trois derniers mois dont l'acquisition de l'ensemble immobilier Capital 8 (Paris 8^e) par PONTEGADEA, cédé par INVESCO pour environ 875 millions d'euros. À elle seule, cette acquisition XXL pèse pour plus de 25 % des engagements trimestriels ! Parmi les autres opérations d'envergure figurent également la cession des parts détenues au sein de la Tour Eoho (49 %) par les investisseurs sud-coréens NH INVESTMENT & SECURITIES et KB KOOKMIN BANK en faveur d'ICADE pour près de 200 millions d'euros ou encore l'arbitrage en *sale and leaseback* d'un portefeuille de supermarchés CARREFOUR situés en France et en Espagne au profit du fonds souverain singapourien GIC et d'ATRATO GROUP.

Sur l'ensemble des 9 premiers mois de l'année, les signatures supérieures à 100 millions d'euros représentent 57 % des montants investis en France, soit plus de 5,8 milliards d'euros. En comparaison avec la même période de 2025, ce volume affiche une progression spectaculaire, de l'ordre de 85 %. En outre, ce résultat est 20 % supérieur à la moyenne quinquennale, à périmètre constant.

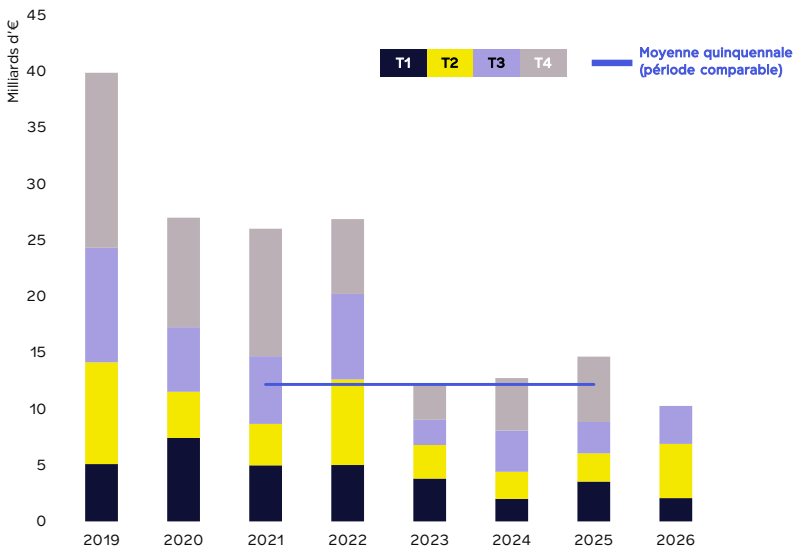
À l'inverse, les performances des tranches inférieures sont bien plus contrastées. Avec moins de 900 millions d'euros investis en 2026, les opérations comprises entre 50 et 100 millions d'euros enregistrent un repli annuel de 29 % et se situent surtout 62 % sous la moyenne de longue période. Le ralentissement est aussi conséquent pour les signatures

comprises entre 20 et 50 millions d'euros : seulement 1,9 milliard d'euros a été échangé, en repli annuel de 23 % et en retrait de 32 % par rapport à la moyenne quinquennale. Enfin, le segment des petites transactions (< 20 millions d'euros) enregistre légèrement moins de 200 signatures (contre près de 215 un an auparavant), soit 1,6 milliard d'euros investis, un volume en contraction annuelle de 15 %. Comparé à la moyenne de longue période, le repli atteint même 25 %.

Le marché français de l'investissement affiche toujours deux vitesses avec, d'un côté, le marché des très grandes opérations toujours actif mais fonctionnant avec un nombre restreint de signatures, et de l'autre, un marché durablement ralenti. Le quatrième trimestre étant historiquement le plus dynamique pour le marché de l'investissement, un atterrissage compris entre 13 et 15 milliards d'euros peut être espéré.

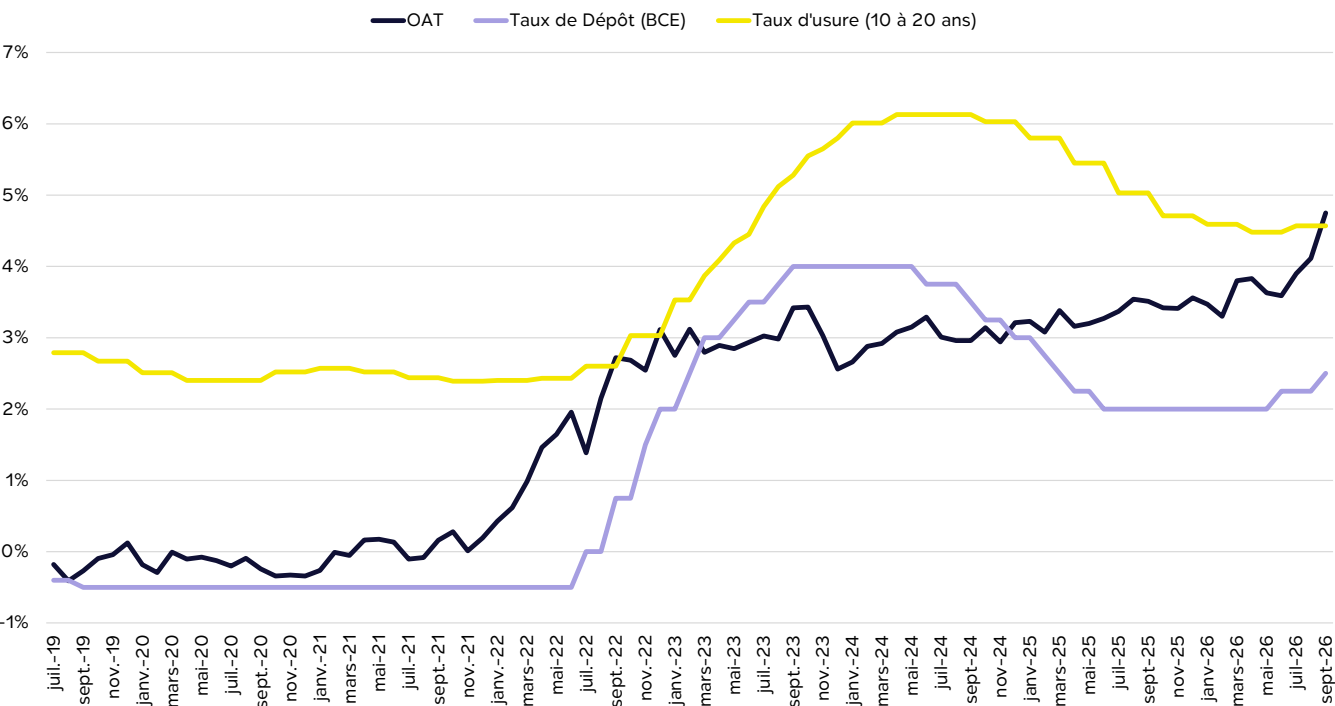
Toutefois, la situation géopolitique au Moyen-Orient et en Ukraine, les *Midterms* américains ou encore le lancement de la campagne présidentielle française et l'épineux dossier de la dette constituent autant de freins potentiels pour le marché de l'investissement. En effet, les incertitudes liées à ces événements pourraient accentuer la pression inflationniste et conduire les banques centrales à de nouvelles hausses majeures des taux directeurs. De telles hausses comprimeraient la prime de risque des investisseurs et provoqueraient un nouveau coup d'arrêt au marché de l'investissement en immobilier d'entreprise.

Sources
IMMOSTAT, IMPROVE



Historique des montants investis en France

Sources
IMMOSTAT, IMPROVE



Évolution des taux (à fin de période)

Sources
BANQUE DE FRANCE, BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

▼ **197 millions €**
Investissement dans la Métropole de Lyon*
(tous types d'actif)



-59 %
Évolution annuelle
Sources : CECIM, IMPPROVE
*Certains montants sont estimés par Immove

04

L'investissement dans la métropole lyonnaise

Un marché durablement ralenti

À rebours de la résilience du marché national de l'investissement en immobilier d'entreprise, le marché lyonnais demeure fortement bridé par la dégradation de la conjoncture géopolitique et économique.

Ainsi, selon les données publiées par le CECIM, seulement 32 transactions ont été actées depuis le début de l'année, soit 10 de moins que l'an passé. Ces signatures totalisent 197 millions d'euros, un volume en recul annuel de 59 % et 62 % sous la moyenne quinquennale (à période comparable).

Dans la continuité du premier semestre, les bureaux conservent leur statut de première cible des investisseurs : ils trustent 57 % des montants engagés, soit plus de 112 millions d'euros. En comparaison avec la même période l'an passé, ce volume se contracte de 8 % mais se situe surtout 59 % sous la moyenne quinquennale.

Au total, 12 opérations de bureaux ont été actées dont 4 supérieures à 10 millions d'euros. L'acquisition de l'immeuble EXO7 à Gerland par la FONCIERE IMMOBILIER & TERRITOIRE RHONE-ALPES (FITRA, foncière réunissant la BANQUE POPULAIRE AUVERGNE-RHONE-ALPES et la CAISSE D'EPARGNE RHONE-ALPES) pour un montant légèrement supérieur à 30 millions d'euros est la principale transaction de l'année 2026. Parmi les autres opérations significatives figure la cession de l'immeuble Citadelle entièrement loué à OMNES EDUCATION par 6e SENS IMMOBILIER. Conformément aux tendances identifiées depuis plusieurs trimestres, les investisseurs se montrent particulièrement sélectifs et favorisent les opérations les plus sécurisées et les actifs situés au sein des principaux quartiers tertiaires.

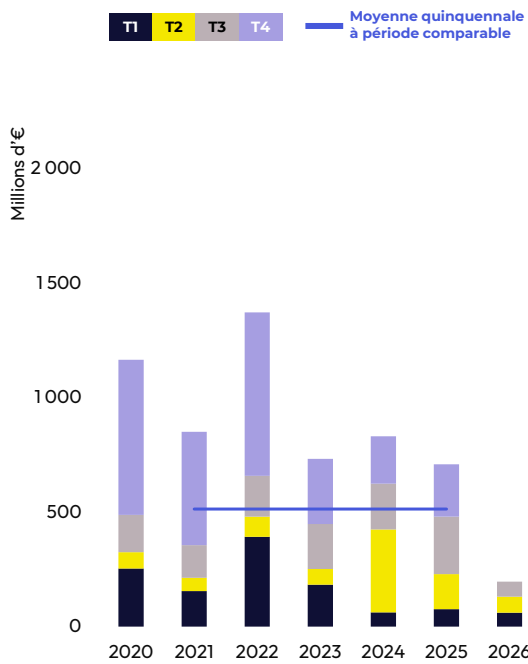
Hors bureaux, aucune opération supérieure à 20 millions d'euros n'est recensée et l'arbitrage au premier trimestre d'un entrepôt de près de 11 500 m² à Saint-Maurice-de-Gourdans par HUDSON DEVELOPMENT au profit de NUVEEN RE est la seule autre transaction à franchir le seuil des 15 millions d'euros. Le marché de

l'investissement logistique reste toutefois atone : une seule signature a été réalisée au cours des trois derniers mois. Depuis le 1^{er} janvier, moins de 26 millions d'euros ont été échangés en logistique, un volume en forte chute annuelle, de l'ordre de 76 % et aussi 72 % sous la moyenne quinquennale. Dans ces conditions, les actifs logistiques ne représentent que 13 % des investissements lyonnais.

À l'inverse, le marché des locaux industriels a connu un léger rebond de l'activité pendant l'été : 7 opérations ont été finalisées, soit près de 27 millions d'euros. L'acquisition du parc de Toulon dans le 7^e arrondissement par VENGROVE pour plus de 12 millions d'euros est la principale opération industrielle de l'année 2026. Sur l'ensemble des neuf premiers mois, le marché industriel est le plus actif en nombre de signatures (16 transactions) et concentre près de 54 millions d'euros. Cette légère reprise est toutefois insuffisante pour compenser le premier semestre : à période comparable, les montants engagés en 2026 accusent un repli de 49 %. Rapporté à la moyenne de longue période, ce repli reste significatif, de l'ordre de 27 %.

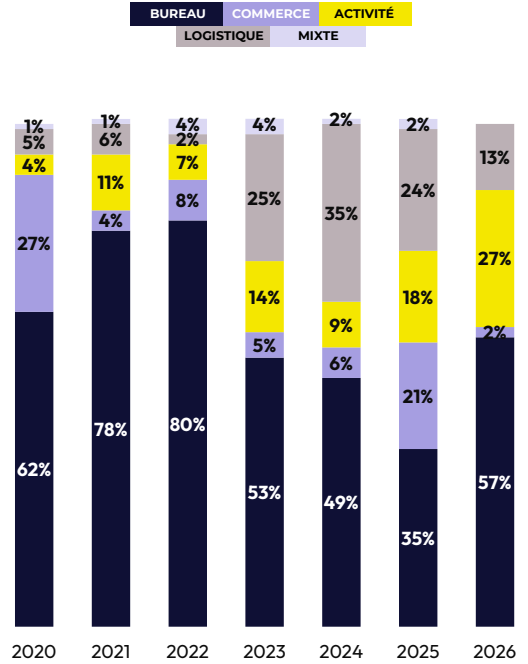
Enfin, après un premier semestre totalement inerte, le marché de l'investissement commercial enregistre sa première opération de l'année : l'acquisition d'une boutique de 460 m² dans le 2^e arrondissement pour 4,3 millions d'euros.

Sources
CECIM, IMPPROVE



Évolution des montants investis

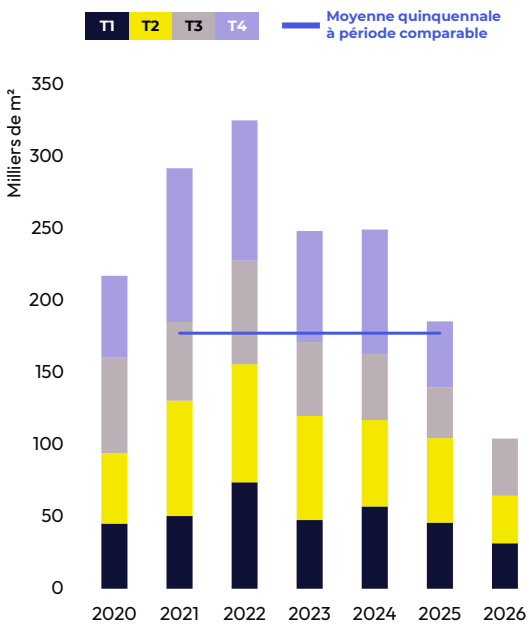
Sources
CECIM, IMPPROVE



Répartition par classe d'actif

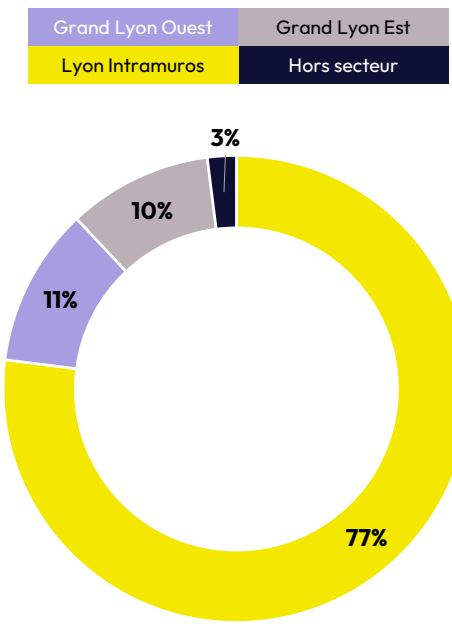
Sources
CECIM, IMPPROVE





Évolution de la demande placée

Sources
CECIM, IMPROVE



Répartition géographique de la demande placée

Sources
CECIM, IMPROVE

05

Bureaux : le marché utilisateur

La forme olympique de la Part-Dieu

Toujours selon les données compilées par le CECIM, environ 39 700 m² de bureaux ont été commercialisés dans la métropole lyonnaise pendant l'été, faisant du troisième trimestre le plus actif de 2026.

Cependant, ce rebond estival de l'activité transactionnelle est insuffisant pour compenser le timide démarrage du marché. Ainsi, depuis le début de l'année, la demande placée n'atteint que 104 300 m², un volume en repli annuel de 26 % mais surtout 41 % en deçà de la moyenne quinquennale (à période comparable).

Ce ralentissement du marché lyonnais des bureaux se retrouve aussi dans le recul du nombre de transactions : 274 signatures ont été actées sur les neuf premiers mois de l'année 2026 contre 338 à la même période en 2025. Rapportée à la moyenne quinquennale, cette contraction du nombre d'opérations est encore plus marquée, de l'ordre de 28 %.

Le sursaut de la demande placée au cours du troisième trimestre doit beaucoup à une transaction d'envergure : la prise à bail de près de 8 300 m² au sein de l'immeuble Audessa (Part-Dieu) par le COMITÉ D'ORGANISATION DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES DES ALPES FRANÇAISES 2030 (COJOP). Toutefois, il s'agit de la seule signature supérieure à 5 000 m² recensée depuis le début de l'année contre 3 un an auparavant. Dans ces conditions, les commercialisations > 5 000 m² accusent un recul annuel de 47 %.

Le segment inférieur (les opérations comprises entre 1 000 et 5 000 m²) subit également un ralentissement important, de l'ordre de 32 %.

Répartition de la demande placée par tranche de surface

Sources
CECIM, IMPROVE

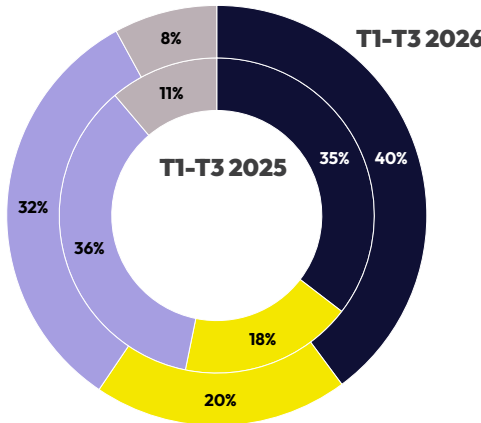
Seulement 19 signatures ont été actées contre 27 lors des trois premiers trimestres de 2025.

Enfin, le marché des petites surfaces (< 1 000 m²) résiste davantage mais, avec 254 signatures (contre 308 en 2025) et 62 000 m² transactés, souffre néanmoins d'un ralentissement annuel de 17 %.

Sans surprise, Lyon Intramuros demeure le cœur de l'activité transactionnelle : ce périmètre concentre 77 % des commercialisations, soit près de 80 000 m² (-15 % sur un an). Les utilisateurs continuent de très majoritairement plébisciter les secteurs tertiaires les mieux établis et les mieux desservis. Ainsi, la Part-Dieu agrège 29 % de la demande placée (30 100 m² commercialisés, + 66 %). Outre la signature d'exception du COJOP, le quartier d'affaires dénombre 4 autres transactions de plus de 1 000 m² dont la prise à bail de près de 3 100 m² dans l'immeuble M+ par MORNING.

Porté par 3 transactions > 1 000 m² dont l'acquisition de 4 200 m² au sein de l'immeuble Le Montgolfier par COREC AURA, le secteur Lyon 6° est le deuxième plus dynamique en 2026 (9 700 m² ; -29 %).

Sources
CECIM, IMPROVE



Chiffres-clés du T1-T3 2026
(sources CECIM, IMPROVE)

104 290 m²
Demande placée
-26 % en évolution annuelle

20
Transactions > 1 000 m²
contre 30 du T1-T3 2025

Les bureaux (suite)

Enfin, le secteur Villeurbanne / Tonkin occupe la troisième position avec près de 8 900 m² (-8 %) répartis entre 18 opérations dont la prise à bail de 1 500 m² dans l'immeuble Fabula Fabrika par REGUS.

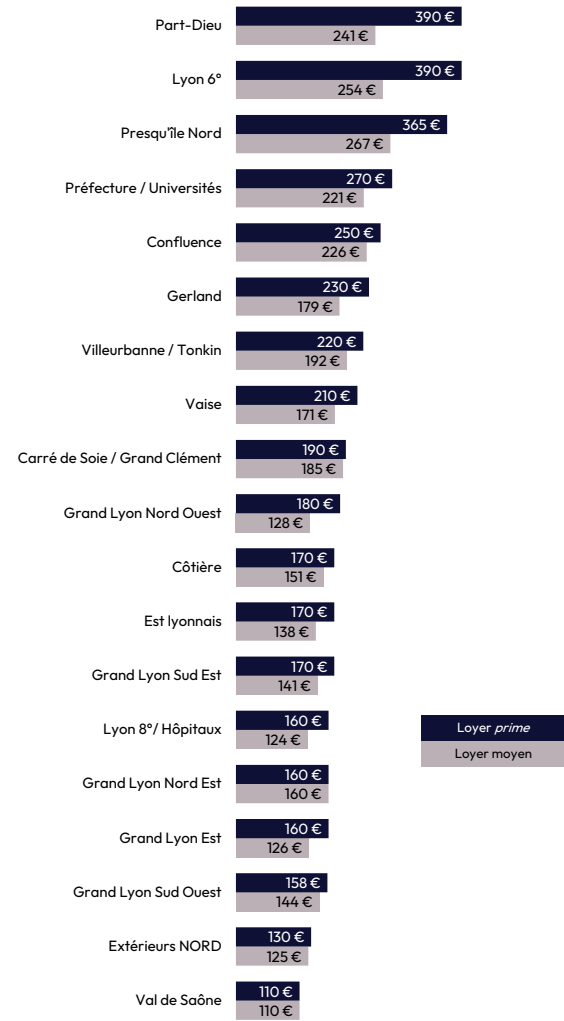
L'offre immédiate poursuit sa consolidation : environ 651 000 m² sont vacants à fin septembre 2026, un volume en progression trimestrielle de 4 %. Ce stock est essentiellement constitué de locaux de seconde main : moins de 190 000 m² neufs sont immédiatement disponibles, soit 29 % des surfaces vacantes. Avec près de 115 000 m² disponibles dont 39 000 m² de première main, la Part-Dieu constitue le premier réservoir de la métropole, immédiatement suivi du secteur Grand Lyon Nord Est (113 000 m² dont 39 000 m² neufs). Grand Lyon Nord Ouest (79 000 m² vacants) et Grand Lyon Est (63 000 m² vacants) sont les deux autres sous-secteurs à disposer d'une offre neuve conséquente avec respectivement 28 000 m² et 19 000 m² de première main immédiatement disponibles.

Dans cette configuration de marché, les valeurs locatives neuves suivent une tendance haussière, en particulier pour le secteur Lyon Intramuros. Le loyer moyen facial y progresse annuellement de 6 % pour atteindre 261 €/m²/an. Le secteur Grand Lyon Ouest enregistre également une légère hausse des valeurs faciales (+ 3 %), à 178 €/m²/an. Seul le secteur Grand Lyon Est accuse un léger repli annuel, de l'ordre de 4 % : le loyer moyen de première main atteint désormais 150 €/m²/an. Les valeurs prime peuvent dépasser les 350 €/m²/an et même approcher des 400 €/m²/an à l'image des baux signés à 390 €/m²/an dans les immeubles Heritage 77 (Lyon 6°) et M+ (Part-Dieu).

Concernant les valeurs de seconde main, le loyer moyen progresse légèrement dans le secteur de Lyon Intramuros (+ 3 % sur un an ; 213 €/m²/an) mais subit de légères corrections annuelles dans les territoires Grand Lyon Ouest (-4 % ; 123 €/m²/an) et Grand Lyon Est (-1 % ; 120 €/m²/an).

Si les valeurs faciales des actifs les mieux positionnés résistent, il convient de souligner une hausse des mesures d'accompagnement consenties par les bailleurs : ils sont notamment enclins à accorder davantage de franchises de loyers et de participations aux travaux.

Sources
CECIM, IMPROVE



Les loyers par secteur géographique au T3 2026

Sources :
CECIM, IMPROVE



06

Locaux d'activités : le marché utilisateur

Un dynamisme dopé par les ventes

Le marché lyonnais des locaux d'activités conserve son fort dynamisme : près de 86 000 m² ont été commercialisés au cours des trois derniers mois selon les données du CECIM, soit le meilleur résultat trimestriel depuis le deuxième trimestre 2024.

Depuis le 1^{er} janvier 2026, la demande placée cumule environ 234 000 m², un volume en forte progression annuelle de l'ordre de 21 %, et en phase avec la moyenne quinquennale (à période comparable). Cette excellente dynamique doit beaucoup aux 98 ventes réalisées depuis le début de l'année. Ces dernières totalisent 107 000 m², un volume en progression annuelle plus que conséquente, de l'ordre de 54 %. Avec 127 000 m² pris à bail, les locations demeurent majoritaires mais n'augmentent que de 3 %.

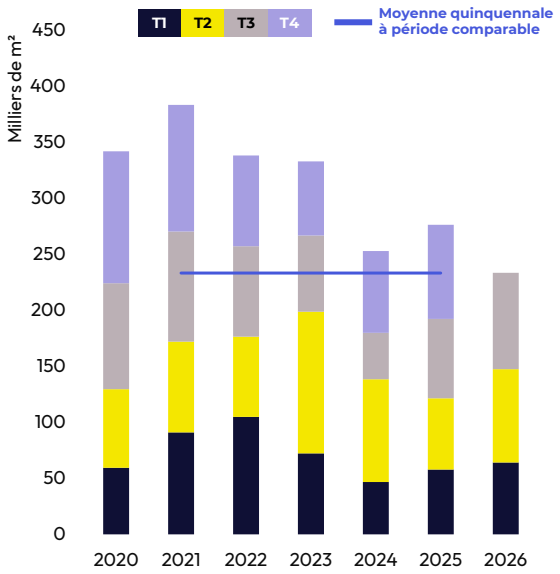
Le marché lyonnais a largement été animé par les créneaux supérieurs à 1 000 m². Ainsi, 8 transactions supérieures à 5 000 m² sont recensées, soit une demande placée de près de 55 000 m², un résultat quasi deux fois supérieur à celui de la même période l'an passé. Avec 112 000 m² commercialisés, le marché des locaux compris entre 1 000 et 5 000 m² affiche également une forte progression annuelle, de l'ordre de 30 %. *A contrario*, le marché des petites surfaces (< 1 000 m²) reste ralenti : seulement 184 signatures ont été actées contre 199 à fin septembre 2025. Elles représentent un volume de 66 000 m² transactés (-15 % sur un an).

Locomotive historique du marché des locaux d'activités, le secteur Est conserve sa prééminence : près de 131 000 m² ont été commercialisés, un volume en progression annuelle de 14 % et concentrant 56 % de la demande placée lyonnaise. Tous les territoires affichent des performances en hausse : le secteur Extérieur progresse de 28 % avec plus de 77 000 m² commercialisés. La croissance est encore plus marquée pour l'Ouest de la métropole, de l'ordre de 40 %, avec une demande placée dépassant les 22 000 m².

En dépit d'un léger tassement trimestriel (-2 % par rapport à fin juin 2026), l'offre immédiate reste orientée à la hausse sur un an. À la fin du troisième trimestre, près de 720 000 m² sont vacants. Il s'agit majoritairement de surfaces de seconde main : les locaux neufs ne représentent que 32 % du stock disponible, soit 230 000 m². Il convient toutefois de souligner la récente livraison du programme UP ! Factory à Vénissieux. Ce parc d'activités à étages dote la métropole lyonnaise de plus de 20 000 m² supplémentaires de première main.

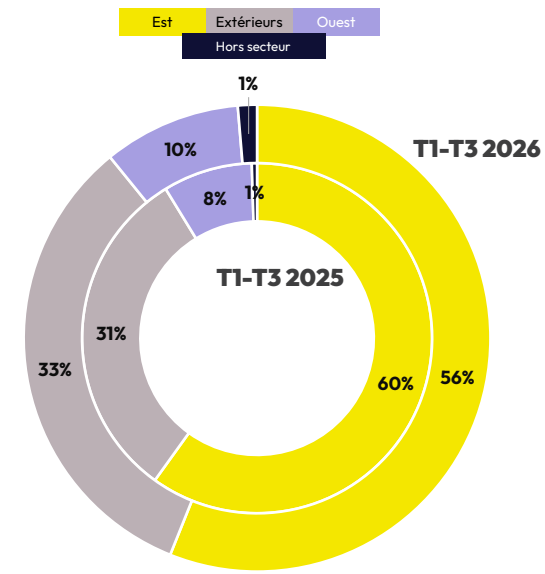
Selon leur localisation et leurs prestations, les surfaces de première main se louent généralement entre 100 et 135 €/m²/an quand le loyer des locaux en état d'usage oscille plutôt entre 70 et 120 €/m²/an. Les locaux les mieux situés, en particulier à proximité immédiate de Lyon intramuros, peuvent dépasser ces fourchettes et se louer à plus de 150 €/m²/an.

Sources
CECIM, IMPROVE



Évolution de la demande placée

Sources :
CECIM, IMPROVE.



Répartition géographique de la demande placée

Sources :
CECIM, IMPROVE

+ de 21 000

CLIENTS DÉJÀ INSTALLÉS

+ de 7 600

OFFRES À VOUS PROPOSER

15 ANS

D'EXPÉRIENCE

9 AGENCES

6 EN ÎLE-DE-FRANCE ET 3 EN RÉGION



6 DÉPARTEMENTS

AU SERVICE DE VOS AMBITIONS IMMOBILIÈRES



Agence



**Capital
Market**



**Corporate
Services**



Commerce



**Gestion
Locative**



**Conseil
Utilisateurs**

improve

Quentin GRAFF
Directeur Stratégie &
Etudes

Email: qgraff@improve.fr

Emilie RENTE
Chargée d'études

Email: erente@improve.fr

Camille VIGNAUD
Responsable Communication

Email: cvignaud@improve.fr

MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

LYON
INVESTISSEMENT
BUREAUX
ACTIVITES

The logo for 'improve' is displayed in a bold, dark blue, lowercase sans-serif font. The text is centered within a solid yellow rectangular background.

improve